



Mesdames et Messieurs les Députés  
Mesdames et Messieurs le Sénateurs

Marseille, 16.10.2017

**Objet : sauvons la politique de l'eau !**

Madame, Monsieur,

La France compte 500 000 km de rivières, dont 46 000km ne serait ce qu'en Provence Alpes Côte d'Azur : c'est un patrimoine naturel exceptionnel qui rend d'incalculables services environnementaux (et donc sanitaires), sociaux et économiques. C'est un capital vital pour la qualité de vie de nos concitoyens, source d'aménités nombreuses et de ressourcement, et la beauté de ce patrimoine exceptionnel participe grandement à l'attractivité de notre pays. Le bon fonctionnement des milieux aquatiques et leur restauration, ainsi qu'une répartition équilibrée des différents usages de la ressource en eau, sont des objectifs que nous estimons essentiels.

Alors que depuis plusieurs dizaines d'années les efforts conjugués des pouvoirs publics et de l'ensemble des usagers et partenaires, notamment associatifs que nous représentons, ont permis une longue et progressive reconquête de ce patrimoine irremplaçable, notre association vous alerte aujourd'hui sur la situation inquiétante à laquelle vont devoir faire face les agences de l'eau à compter de 2018, au vu du projet de loi de finances annoncé par le Gouvernement et sur le point d'être voté.

Nous attirons votre attention sur le fait que les baisses de moyens financiers et humains prévues à travers ce projet de loi conduiront à une dégradation significative de la politique de l'eau française, avec des conséquences directes sur l'environnement, l'économie et l'emploi non évaluées, ainsi qu'une baisse des capacités de soutien aux collectivités (eau potable, assainissement, etc.).

Le modèle mis en place depuis la Loi sur l'eau de 1964 repose sur six agences de l'eau dont le périmètre d'action correspond aux six grands bassins hydrographiques français. Notre association est convaincue que ce fonctionnement par bassin versant est un élément d'efficacité et d'implication démocratique de tous les acteurs concernés.

Nous attirons d'ailleurs votre attention sur le fait que l'Europe s'est appuyée sur le modèle français de la politique de l'eau, avec l'existence d'une planification par grands bassins versants, pour construire sa propre politique de l'eau à l'échelle européenne et qui s'impose depuis 2000 aux autres Etats membres.

Le projet de loi de finances pour 2018 prévoit une baisse conséquente des moyens financiers et humains attribués aux agences de l'eau : comment, alors que leurs budgets d'investissement vont être diminués de 10% (avec des disparités selon les agences : c'est même 20% pour l'Agence Rhône Méditerranée Corse), ces agences de l'eau pourront-elles concourir à l'atteinte du bon état des eaux d'ici à 2027, objectif fixé par l'Europe? D'autres éléments nous inquiètent grandement: l'annualisation et la globalisation des budgets des agences de l'eau, le financement par les agences de l'eau des Parc Nationaux et de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), ou encore la forte baisse des effectifs des agences de l'eau.

**Au vu de ces fortes inquiétudes, nous vous demandons d'intervenir lors de l'examen du projet de loi de finances pour infléchir les directions prises envers la politique de l'eau française. Les conséquences du changement climatique sont déjà perceptibles sur l'état des ressources en eau, la sécheresse actuelle l'a démontré. La poursuite des actions engagées et leur amplification est donc un impératif. Pour pouvoir atteindre des eaux en bon état, la France se doit de maintenir et de garantir le budget des agences de l'eau et ses capacités d'interventions. Il en va de la politique de l'eau française.**

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération respectueuse.

Gilles MARCEL,  
président de FNE PACA



Bernard PATIN,  
représentant FNE PACA  
au Comité de bassin Rhône Méditerranée

